

Loi modifiant la loi sur le réseau des transports publics (LRTP) (Compensation des baisses de tarifs) (12128)

H 1 50

du 21 septembre 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi sur le réseau des transports publics, du 17 mars 1988, est modifiée
comme suit :

Art. 3A Principe de compensation tarifaire (nouveau)

¹ Les tarifs et les rabais octroyés par l'Etat, les communes, les communautés
de communes ou toutes autres autorités organisatrices de transport doivent
être fixés en appliquant le mécanisme de compensation prévu par les
articles 28 et suivants de la loi fédérale sur le transport de voyageurs, du
20 mars 2009, et les articles 5 et suivants de l'ordonnance fédérale sur
l'indemnisation du trafic régional de voyageurs, du 11 novembre 2009.

² Toute augmentation des tarifs des transports décidée par l'Union des
transports publics doit être compensée, afin de maintenir l'offre de
prestations, calculée en places/kilomètres.

³ Une augmentation des tarifs ne peut en aucun cas donner lieu à une
réduction de subvention pour les opérateurs.

⁴ Une baisse des tarifs pour les usagers doit être compensée par un
complément de subvention aux opérateurs de transports permettant de
maintenir l'offre de prestations, calculée en places/kilomètres, en vigueur
avant la baisse des tarifs. Une baisse des tarifs ne peut en aucun cas être
compensée par une détérioration des conditions de travail des salariés des
opérateurs de transports.

⁵ Chaque année, un complément de subvention annuelle est accordé aux
opérateurs de transports subventionnés pour compenser le manque à gagner
des opérateurs causé par la baisse des tarifs du 14 décembre 2014 faisant
suite à l'adoption de l'IN 146 « Stop aux hausses des tarifs des Transports

publics genevois ! ». Ce complément doit permettre de maintenir l'offre de prestations, calculée en places/kilomètres, telle que contenue dans le contrat de prestations pour l'année 2014, sans détérioration des conditions de travail pour les salariés des opérateurs de transports.

Art. 2 **Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.